



22 mars 2018

Les services publics ont servi et servent toujours d'amortisseur social pour les citoyens, qui depuis 2008 subissent la crise de la finance. Alors que les sondages montrent que ces mêmes citoyens sont attachés à leurs services publics, les seules réponses du gouvernement sont le maintien de leurs décisions porteuses de lourdes régressions et la poursuite, à la hussarde, de « CAP 2022 », véritable entreprise de démantèlement des services publics.

En effet, le gouvernement fait le choix de poursuivre la destruction de nos services publics. Cette politique va renforcer l'inégalité des citoyens pour accéder à des services de qualité et de proximité et intensifier la désertification des campagnes. La suppression de postes de fonctionnaires ne fera pas baisser vos impôts mais va provoquer une explosion de vos dépenses (pour ceux qui le pourront) et l'accentuation d'une société encore plus inégalitaire.

Contrairement aux annonces publiques, relayées à outrance, cette politique destructrice pour les agents mais surtout pour les missions publiques rendues à l'usager passe mal. Peuvent ils encore penser que le citoyen serait trop crédule et incapable de comprendre que lorsque le gouvernement veut supprimer un fonctionnaire, c'est pour enrichir un actionnaire ?

Nous ne le pensons pas !!!

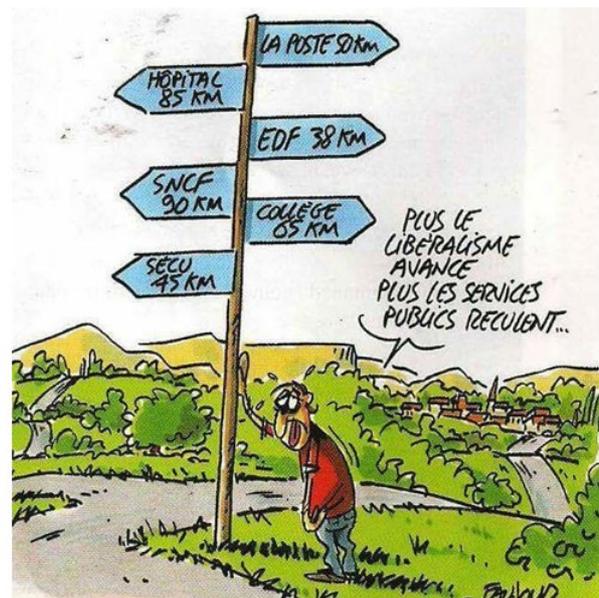
Au contraire, partout, les mêmes exigences légitimes sont mises en avant : une véritable reconnaissance des missions publiques essentielles, des effectifs suffisants et les moyens pour un service public de qualité, l'amélioration des conditions de travail, d'accueil et d'accompagnement des usagers !

Voilà ce que revendiquent nos concitoyens.

Les luttes, par ce qu'elles expriment, s'opposent frontalement aux politiques libérales et austéritaires actuellement mises en œuvre.

Les services publics de qualité, et implantés au plus près de nos lieux de vie, de travail, sur tout le territoire, ont permis le développement économique de l'ensemble des départements, surtout des plus ruraux comme le notre.

Pour ces raisons, le 22 mars 2018, après-midi, nos syndicats, parce que représentatifs des travailleurs, chômeurs, retraités, salariés du public comme du privé, manifesteront aux cotés de fonctionnaires, d'usagers, de retraités, de citoyens, pour la défense de nos services publics.



Si nous voulons sauver nos services publics, ils nous faut être nombreux, ensemble, dans la rue, Jeudi 22 mars, à partir de 14 h 30, à Bourran pour nous faire entendre, de l'hôpital à la préfecture... et revendiquer un service public de qualité, de proximité au service de l'usager !!!

Jeudi 22 mars 2018 – 14 h 30 – RODEZ – Bourran
Devant le parking de l'Hôpital

NOUS APPELONS TOUS LES CITOYENS...
Jeunes, précaires, sans emplois, retraités, actifs,
fonctionnaires... à venir

**TOUS ENSEMBLE POUR LA DÉFENSE
DE NOS SERVICES PUBLICS**



Programme de la journée :

- 09 h - 12 h diffusion de tract aux usagers
- 12 h - 14 h Bourran - pique-nique tiré du sac
- 14 h 30 départ en cortège vers le centre ville
- 16 h 30 fin envisagé de manifestation

**Les Services Publics rythment
les pas de nos vies**



**Parce que la casse des services
c'est aussi ça !!!**

Moins de professeurs

**Pas de remplacements
Fermetures de classes
Classes surchargées**

**Trajets plus longs
Soutien scolaire
Échec scolaire**

**Moins de personnel
hospitalier**

**Fermetures de maternités
Suppressions de lits
Urgences surchargées
Services fermés**

**Dépassements d'honoraires
Frais de complémentaire
en hausses**

**Moins de
fonctionnaires
territoriaux**

**Routes et équipements
municipaux moins
entretenus**

**Moins de sécurité
Moins d'accès à
la culture, au sport,...**

**Moins de
contrôleurs
fiscaux**

**Moins de contrôles
Moins de recettes fiscales
Plus de fraudes**

**Services gratuits remplacés
par des services payants
Moins d'investissements publics**

**Moins de
personnels
de justice**

**Accès plus difficile à la justice
Procédures judiciaires
plus longues**

**Injustice,
inégalité des citoyens
face à la justice**

**Fermetures de bureaux
de postes, des trésoreries
d'agences DDT, gares ...**

**Pas d'accueil,
de conseils
Trajets plus longs**

**Désertification des territoires
ruraux, mort économique
de bassins d'emplois**